



# HALTE AU MASSACRE DU PEUPLE PALESTINIEN

## Faisons respecter le droit international

La disparition et l'assassinat sauvage de 3 jeunes des colonies israéliennes en juin a donné lieu à un déferlement de violences de l'armée israélienne dans les territoires palestiniens de Jérusalem-Est, Cisjordanie et Gaza. Le gouvernement de Netanyahu a appelé à un déchaînement de haine ce qui a encouragé les assassins du jeune Mohamad Abou Kheir, enlevé, torturé et brûlé vif à Jérusalem-Est par des fanatiques. Le premier ministre israélien a déclenché l'opération « barrière de protection » qui est une véritable action punitive contre tout le peuple palestinien. Prétendant combattre le Hamas auquel il fournit un prétexte pour verser dans la violence, Israël mène en réalité la guerre au peuple palestinien tout entier. Le but réel du gouvernement israélien est de briser l'unité palestinienne retrouvée.

**Le PCF appelle les  
femmes et les  
hommes de France  
épris de paix et de  
justice à se  
rassembler partout  
en France aux  
initiatives du  
Collectif National  
pour une Paix Juste  
et Durable entre  
Israéliens et  
Palestiniens, et à  
Paris mercredi 16  
Juillet 2014 à 18h30.**

Nous sommes affligés par la manière dont la voix de la France a été portée par François Hollande au plus fort des bombardements israéliens sur Gaza, faisant à ce jour plus de 180 civils tués et 1089 blessés palestiniens. Les déclarations du chef de l'État ont d'abord été explicitement pro-israéliennes, puis marginalement « neutres » renvoyant à tort chacun dos à dos. Elles sont surtout totalement vides d'initiative politique pour contribuer à une solution pacifique.

Cette stratégie meurtrière d'Israël visait à délégitimer l'Autorité palestinienne et affaiblir le nouveau gouvernement mis en place le 2 juin. Rien ne justifiait le déluge de violence de l'armée israélienne qui s'est abattue sur la population civile prise au piège par le blocus à Gaza, mais aussi sur les habitants de Cisjordanie et de Jérusalem-Est. **Le gouvernement Netanyahu doit répondre de ses actes devant la communauté internationale laquelle doit impérativement ouvrir la voie à de vraies négociations.**

La diplomatie française ne peut continuer cette « politique du laisser faire ». Aujourd'hui, à l'initiative de l'Égypte, Israël se disait prêt au cessez-le-feu. Il faut saisir cette occasion. **La solution est connue : deux peuples-deux États souverains, dans les frontières de 1967, Jérusalem-Est pour capitale de l'État palestinien et le respect scrupuleux de toutes les résolutions de l'ONU.**

Seules des sanctions, comme la suspension des accords d'association entre l'Union européenne et Israël peuvent efficacement contraindre Benyamin Netanyahu à renoncer à la poursuite de la colonisation et engager son pays dans des accords de paix durables.

La reconnaissance par la France de l'État palestinien et l'appui à l'initiative politique de l'autorité palestinienne dans son effort d'entente nationale mettraient à mal l'impunité dont jouit depuis trop longtemps le gouvernement israélien. C'est avec cet objectif que la diplomatie française doit agir. Car tant que cette impunité durera, tant que l'humiliation et la violence dont les Palestiniens sont la cible dureront, les partisans palestiniens et israéliens de la paix seront fragilisés.

En France, les usages malsains, intolérants et racistes organisés par certains groupes extrémistes n'ont pas leur place dans le soutien au peuple palestinien. Ils ne peuvent pas non plus servir de prétexte pour étouffer la voix de la France solidaire et pacifiste.

**LA GRANDE  
PAIX HUMAINE  
EST POSSIBLE.**

*Jean Jaurès*



# Appel à rassemblement

## 16 juillet à Paris

### place des Invalides 18h30

Une nouvelle fois le pouvoir israélien déclenche un déluge de feu sur Gaza, au prétexte de tirs de roquettes, mais avec pour objectif avoué de mettre fin au gouvernement palestinien d'entente nationale, condition pourtant nécessaire à tout progrès vers une paix juste.

Devant cette situation dramatique, les gouvernements occidentaux se cantonnent une nouvelle fois à "dénoncer l'engrenage de la violence" sans désigner le responsable de cette nouvelle tragédie, et appelant seulement le gouvernement israélien à la "retenue". Le président François Hollande est même allé jusqu'à cautionner l'agression d'Israël contre la population de Gaza en déclarant, lors de son entretien téléphonique avec Benjamin Netanyahu le 9 juillet dernier, qu'"il appartenait au gouvernement israélien de prendre toutes les mesures pour protéger la population face aux menaces"

L'Union européenne disposerait d'un moyen simple : la suspension de l'accord d'association avec Israël qui accorde des avantages économiques à ce pays. Cet accord est conditionné par le respect des droits humains, ce qui n'est pas le cas avec la colonisation et l'existence du mur qui sont illégaux selon le droit international. Pour dénoncer cette passivité coupable de nos gouvernants, et obtenir des actions concrètes de la France auprès du pouvoir israélien et du Conseil de sécurité, **le Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens\* appelle tous les militants à se réunir mercredi 16 juillet à 18h30 place des Invalides**

- **Pour l'arrêt immédiat des bombardements sur Gaza**
- **Pour l'arrêt de l'agression israélienne en Cisjordanie et à Jérusalem**
- **Pour la levée du blocus, illégal et criminel, de Gaza**
- **Pour des sanctions immédiates contre Israël jusqu'au respect du droit international**
- **Pour le soutien au gouvernement d'entente nationale**

\*Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA) - Alliance for Freedom and Dignity (AFD) - Alternative Libertaire (AL) - Américains contre la guerre (AAW) - Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) - Association des Tunisiens en France (ATF) - Association France Palestine Solidarité (AFPS) - Association Nationale des Elus Communistes et Républicains (ANECR) - Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne (ATTAC) - Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF) - Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) - Association Universitaire pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) - Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien (CCIPPP) - Cedetim / IPAM - Collectif des Musulmans de France (CMF) - Collectif Faty Koumba - Collectif interuniversitaire pour la coopération avec les Universités Palestiniennes (CICUP) - Collectif Judéo-Arabe et Citoyen pour la Palestine (CJACP) - Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO) - Comité Justice et Paix en Palestine et au Proche-Orient du 5e arrt (CJPP5) Confédération Générale du Travail (CGT) - Confédération paysanne - Droit-Solidarité-Ensemble - Europe Eco-logie les Verts (EELV) - Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) - Fédération Syndicale Unitaire (FSU) - Gauche Unitaire (GU) - Génération Palestine - La Courneuve-Palestine - le Mouvement de la Paix - les Alternatifs - les Femmes en noir - Ligue des Droits de l'Homme (LDH) - Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, section française de la Women's International League for Peace and Freedom (WILPF) (LIFPL) - Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) - Mouvement Jeunes Communistes de France (MJCF) - Mouvement Politique d'Emancipation populaire (M'PEP) - Organisation de Femmes Egalité - Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) - Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) - Parti Communiste Français (PCF) - Parti de Gauche (PG) - Participation et Spiritualité Musulmanes (PSM) - Une Autre Voix Juive (UAVJ) - Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UTIT) - Union Générale des Etudiants de Palestine (GUPS-France) - Union Juive Française pour la Paix (UJFP) - Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) - Union syndicale Solidaires